

Revenus des ménages

Le revenu nominal disponible brut des ménages a nettement accéléré en 2000 (+4,1% en moyenne annuelle contre +3,1% en 1999). Cette progression s'explique à la fois par le dynamisme des revenus d'activité, soutenu par les nombreuses créations d'emplois, et par les allègements fiscaux. La remontée de l'inflation dans le même temps a limité l'accélération du pouvoir d'achat : sa progression est demeurée solide, comparable à celle de l'an passé (+2,9% en 2000 contre +2,7% en 1999).

Toutefois, cette progression en moyenne annuelle masque un profil plus favorable encore sur la période récente. Avec les allègements fiscaux intervenus en fin d'année dernière et une inflation désormais en baisse, le pouvoir d'achat accélère depuis l'automne dernier.

Au premier semestre de 2001, le revenu des ménages continuerait de bénéficier d'une forte progression de l'emploi et, plus généralement, de la bonne tenue de l'activité économique.

Progression soutenue des revenus d'activité

Qu'ils soient salariés ou non salariés, les ménages ont bénéficié en 2000 d'une nette accélération de leurs revenus d'activité. Globalement, ceux-ci ont progressé de +4,4% en moyenne annuelle, après +3,5% en 1999.

La croissance de la masse salariale perçue par les ménages a atteint 4,7% en moyenne annuelle, après +3,9% en 1999, en particulier grâce aux nombreuses créations d'emplois.

Sur le champ des SNF-EI (sociétés non-financières et entrepreneurs individuels), la masse salariale a progressé de 5,3%, sous l'effet conjugué de l'accélération de l'emploi et, dans une moindre mesure, de la progression du salaire par tête. L'emploi salarié, en augmentation de 3,4% sur l'année 2000, s'est accéléré de près d'un point par rapport à l'année précédente, en dépit d'une légère inflexion au second semestre. L'évolution du salaire moyen par tête a pour sa part été légèrement supérieure à celle de 1999 (+1,9%, après +1,6%).

Dans la fonction publique, la masse salariale a crû au même rythme qu'en 1999, soit +3,1% en moyenne annuelle. Sa croissance a été tempérée par la fin de la montée en charge du dispositif des emplois jeunes, qui a entraîné une stabilité de l'emploi, ainsi que par la non-revalorisation de l'indice de traitement sur les onze premiers mois de l'année. Le salaire moyen par tête a toutefois progressé de 2,2%, compte tenu des effets GVT.

Les revenus des non-salariés ont bénéficié du dynamisme de l'activité, en particulier au début de l'année 2000. La croissance de l'excédent brut d'ex-

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	<i>(évolution en %)</i>										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.							
Salaires bruts (59%)	2,0	2,0	2,4	2,5	2,4	3,9	4,0	5,0	3,9	3,9	4,7
Prestations sociales en espèces (32%)	1,5	1,4	1,1	1,6	1,1	3,2	2,9	2,7	2,5	3,4	2,8
Excédent brut d'exploitation (24%)	1,0	1,2	1,6	1,1	1,5	3,1	2,2	2,8	3,2	2,5	2,7
Revenus de la propriété (9%)	2,3	2,9	3,5	4,0	2,1	8,4	5,3	7,6	9,8	5,7	6,8
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24%)	1,1	1,8	4,8	-7,1	9,8	8,0	2,9	-2,6	4,8	6,0	3,5
dont : Cotisations des salariés (-8%)	2,6	2,8	2,2	2,5	1,6	-20,9	5,4	4,8	-21,6	5,0	5,0
Cotisations des non salariés (-2%)	2,8	4,6	-1,0	4,8	1,8	-20,4	7,5	3,8	-22,4	5,5	4,5
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-14%)	0,1	1,0	7,0	-13,6	16,0	41,3	1,1	-7,5	35,4	6,5	2,6
Revenu disponible brut (100 %)	1,9	1,8	1,4	4,4	0,1	3,0	3,7	5,8	3,7	3,1	4,1
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,3	0,3	0,6	0,8	0,4	0,2	0,6	1,4	0,5	0,4	1,2
Pouvoir d'achat du RDB	1,5	1,5	0,7	3,6	-0,3	2,8	3,0	4,3	3,1	2,7	2,9

■ Préviation

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

ploitation des entrepreneurs individuels s'est élevée à 2,9% en 2000, après +1,8% en 1999.

Au premier semestre de l'année 2001, le rythme de croissance annualisé des revenus d'activité se maintiendrait à un niveau proche de +4,5%, comparable à celui de l'année précédente.

La masse salariale reçue par les ménages croîtrait de +2,4% en glissement semestriel (après respectivement +2,4% et +2,5% aux premier et second semestres de l'année 2000), la progression du salaire par tête prenant le relais d'un emploi moins dynamique.

En effet, dans le secteur des SNF-EI, l'emploi croît toujours fortement, mais s'inscrirait en léger ralentissement (+1,5% en glissement semestriel, après respectivement +1,9% et +1,7% aux premier et second semestres de 2000). Le salaire moyen par tête conserverait le même rythme qu'au second semestre de 2000 (+1,1% en glissement semestriel), confirmant la tendance à une légère accélération.

Dans la fonction publique, la masse salariale s'accélérait quelque peu sous l'effet de la revalorisation de 0,5% du point de la fonction publique en décembre 2000.

Les revenus des non-salariés resteraient dynamiques, en ligne avec l'activité économique : l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels progresserait à un rythme annuel supérieur à 3% au premier semestre de 2001.

Progression tendancielle des prestations sociales

En 2000, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages ont crû de +2,8% en moyenne annuelle, à un rythme proche de la tendance de long terme. Au premier semestre de 2001, ce rythme serait inchangé.

Les allocations familiales versées avaient fortement progressé en 1999, année de la suppression des conditions de ressources pour l'octroi d'allocations familiales. Elles ont repris depuis un rythme plus modéré. Suite à la revalorisation de la BMAF (base mensuelle des allocations familiales) de 1,8% en janvier 2001 (en raison de la hausse de l'inflation en 2000), les versements de la branche famille afficheraient une forte croissance au premier semestre de l'année 2001.

Après plusieurs années de croissance stable, les dépenses de la branche vieillesse ont ralenti en 2000, malgré le coup de pouce de 0,3 point accordé lors de la revalorisation des pensions de retraite au 1er janvier 2000. Ce faible dynamisme s'explique par le fait que les générations partant en retraite correspondent actuellement aux classes creuses nées pendant la guerre.

Cet effet démographique devrait se poursuivre en 2001, mais la forte revalorisation des pensions de retraite au 1er janvier (2,2% dont 0,5 point de coup de pouce) conduirait au total à une accélération des versements.

Malgré les mesures visant à maîtriser les dépenses maladie, les prévisions initiales n'ont pas été respectées. L'Ondam (Objectif national de dépense d'assurance maladie) a été dépassé de plus de 13 milliards

LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,5	1,4	1,1	1,6	1,1	3,2	2,9	2,7	2,5	3,4	2,8
Prestations de Sécurité Sociale (71%)	1,5	1,3	0,9	1,6	1,3	2,6	2,9	2,5	2,4	3,2	2,6
dont : Versés par le Régime général	0,9	1,8	1,5	1,7	2,3	2,6	2,7	3,2	2,4	3,0	3,3
Prestations de régimes privés (6%)	0,9	1,8	2,5	2,2	1,8	6,1	2,7	4,7	6,3	3,0	4,4
Prestations directes d'employeur (14%)	2,4	2,1	2,0	2,4	1,7	4,0	4,6	4,5	3,6	4,5	4,4
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	-0,1	1,1	0,3	-0,1	-2,2	4,7	1,0	0,2	-0,7	3,6	0,1
Total des prélèvements sociaux	1,8	2,7	1,2	3,3	1,0	4,4	4,5	4,5	3,0	4,8	4,0
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	2,1	2,6	1,1	2,6	1,3	-5,4	4,7	3,7	-6,8	4,7	3,8
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (65%)	1,8	2,3	0,8	2,4	1,1	5,3	4,1	3,2	3,7	4,4	3,2
Cotisations des salariés (28%)	2,6	2,8	2,2	2,5	1,6	-20,9	5,4	4,8	-21,6	5,0	5,0
Cotisations des non salariés (7%)	2,8	4,6	-1,0	4,8	1,8	-20,4	7,5	3,8	-22,4	5,5	4,5

■ Prévission

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67%)	2,2	2,3	2,8	2,7	2,6	3,9	4,5	5,7	4,0	4,2	5,3
<i>dont : Salaire moyen par tête</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,9</i>
Sociétés financières (5%)	0,8	1,9	1,3	4,1	2,1	3,6	2,7	5,4	4,3	2,3	3,9
Administrations publiques (25%)	1,6	1,3	1,6	1,5	2,0	3,6	2,9	3,1	3,5	3,1	3,1
Ménages hors EI (1,8%)	2,5	2,4	2,8	3,6	2,7	7,1	5,0	6,4	6,2	5,6	5,8
Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)	2,0	2,0	2,4	2,5	2,4	3,9	4,0	5,0	3,9	3,9	4,7

■ Prévission

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1998.

de francs, en grande partie en raison des dépenses en soins de ville. La croissance des prestations maladie en espèces –les seules qui entrent dans la composition du revenu disponible brut des ménages– reflète celle des indemnités journalières, en liaison avec la croissance de l'emploi.

L'Ondam pour 2001 a été fixé à 3,5% au-dessus du niveau de dépense effectif de l'année 2000. Les indemnités journalières devraient connaître un ralentissement au premier semestre de l'année 2001.

Enfin, les prestations sociales directement versées par l'État n'ont pas progressé, malgré la revalorisation des minima sociaux au 1er janvier 2000 et le versement, pour la troisième année consécutive, d'une allocation forfaitaire de rattrapage, dite "prime de Noël", à 1,1 million d'allocataires. Ceci s'explique en premier lieu par le ralentissement des dépenses liées aux préretraites.

En 2000, la branche chômage a enregistré une légère diminution de ses dépenses, en raison de la baisse du chômage.

Au premier semestre de 2001, les prestations chômage pourraient encore légèrement diminuer grâce à la baisse du chômage, ce malgré l'extension du champ d'indemnisation prévue par la nouvelle convention Unedic agréée le 1er janvier 2001. La suppression de la dégressivité des allocations, prévue par cette même convention, ne sera applicable qu'à partir du 1er juillet 2001.

En dépit d'une nouvelle revalorisation des minima sociaux, les prestations versées par l'État se replieraient légèrement, car le montant des préretraites versées par l'État continuerait de diminuer.

Soutien du revenu disponible brut des ménages par les allègements fiscaux

En 2000, les prélèvements obligatoires sur les ménages ont progressé de 3,5% en moyenne annuelle, moins vite que les revenus d'activité (+4,4%).

Ce mouvement s'explique par les allègements d'impôts : réduction des taux sur les deux premières tranches du barème d'impôt sur le revenu (11 milliards de francs), baisse de la taxe d'habitation (11 milliards de francs), suppression de la vignette automobile (10 milliards de francs).

D'autres allègements, de montants un peu plus importants, sont prévus cette année, contribuant de nouveau à soutenir le revenu disponible brut des ménages. Ils devraient intervenir pour l'essentiel au cours du second semestre de 2001.

La baisse des taux sur les quatre premières tranches, accompagnée d'aménagements complémentaires, représenterait un allègement de 28 milliards de francs de l'impôt sur le revenu. Le dispositif de "prime pour l'emploi", annoncé le 11 janvier dernier, se traduirait par le versement d'une prime à plus de 10 millions de foyers, pour un montant total de 8,5 milliards de francs.

Par ailleurs, la nouvelle convention Unedic prévoit une baisse des taux de cotisations applicable au 1er janvier 2001 représentant un montant de l'ordre de 2,4 milliards de francs pour les salariés en 2001 (et 5,7 milliards de francs pour les employeurs). ■

Consommation des ménages

En 2000, les dépenses de consommation des ménages se sont accrues de 2,3% en moyenne annuelle. Cette progression masque une nette inflexion en cours d'année. Pénalisée par le renchérissement des produits énergétiques, la croissance de la consommation est restée en deçà de 1,5% en rythme annualisé à partir du printemps.

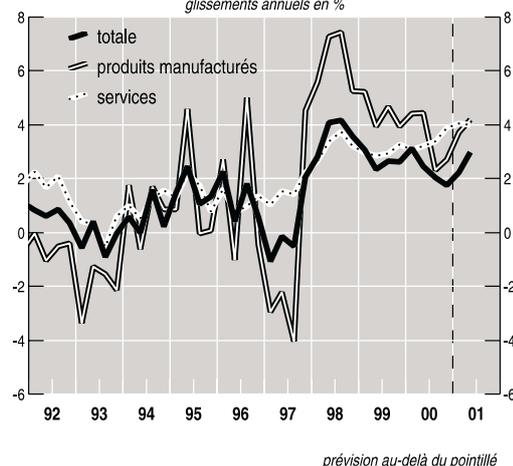
Au premier semestre de 2001, les dépenses de consommation devraient accélérer très fortement. Elles profiteraient en effet de la vigueur du revenu, entretenue par le dynamisme de l'emploi et la baisse des prélèvements obligatoires. Le pouvoir d'achat bénéficierait également de la modération des prix. La poursuite de la baisse du chômage contribuerait à maintenir un climat de confiance favorable aux dépenses des ménages. La consommation progresserait ainsi à un rythme annualisé de l'ordre de 3,5% au premier semestre.

Ralentissement de la consommation au cours de l'année 2000

Les dépenses de consommation des ménages ont bénéficié jusqu'au début de 2000 de la vigueur du revenu, stimulé par le dynamisme des créations d'emplois. En outre, la baisse du chômage a entretenu l'orientation très favorable des anticipations des ménages jusqu'à l'été, telles qu'elles s'expriment dans les enquêtes de conjoncture.

A partir du printemps, la consommation des ménages a commencé cependant de subir les effets dépressifs du renchérissement des produits

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES
aux prix de 1995
glissements annuels en %



énergétiques. Les dépenses des ménages en énergie ont ainsi reculé tout au long de 2000. En fin d'année, le rattrapage des achats en hydrocarbures (notamment en fioul) a tout juste compensé le recul des dépenses en gaz et électricité, consécutif à la douceur du climat.

L'envolée du prix de l'énergie a par ailleurs pesé sur le pouvoir d'achat des ménages. Le rythme de croissance des dépenses en produits manufacturés a ainsi très nettement marqué le pas pour la première fois depuis trois ans au second semestre de 2000, revenant d'un rythme annuel de plus de 3,5% à un rythme de 1%. Ce ralentissement sensible recouvre cependant des situations sectorielles contrastées. Les achats des ménages en automobiles se sont stabilisés en moyenne après deux années de très forte crois-

DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	(évolution en %)										
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Dépenses totales de consommation des ménages⁽¹⁾	1,0	1,6	0,8	0,9	1,9	3,6	2,6	1,8	3,7	2,7	2,3
dont :											
Alimentation (19,2%)	1,7	0,4	-1,2	0,0	1,3	0,7	2,0	-1,2	1,3	1,9	0,2
Énergie (7,6%)	-2,1	2,0	-2,0	-0,4	1,0	6,0	-0,1	-2,4	3,4	0,5	-0,4
Services (48,2%)	1,6	1,6	1,5	2,3	1,6	3,2	3,3	3,9	3,2	3,0	3,4
Produits manufacturés (25,0%)	1,6	2,3	2,1	0,6	3,1	5,3	3,9	2,7	6,4	4,4	3,5
Dépenses individualisables des administrations	1,5	1,2	1,2	1,5	1,4	2,4	2,7	2,7	2,4	2,7	2,5
Consommation effective totale	1,1	1,5	0,9	1,0	1,8	3,3	2,7	2,0	3,4	2,7	2,4

■ Prévission
NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.
(1) Y compris solde territorial.

sance et ont même décliné au second semestre. En revanche, les produits de l'électronique grand public⁽¹⁾ sont restés très dynamiques (+16,1% en moyenne annuelle) de même que les dépenses de consommation de services. Ces dernières ont en effet continué de bénéficier de l'exceptionnel essor des services de télécommunications (téléphonie mobile, Internet), qui ont contribué pour 0,5 point à la croissance de la consommation totale en 2000. Par ailleurs, le solde touristique, en nette progression en 2000 en raison d'une forte fréquentation des touristes étrangers, a contribué pour 0,2 point à la croissance de la consommation sur le territoire⁽²⁾.

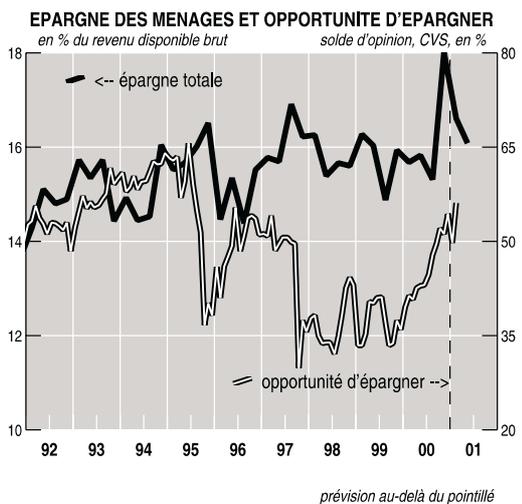
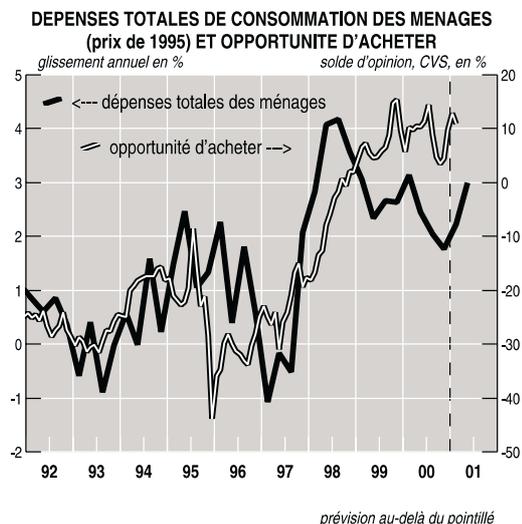
Accélération de la consommation au premier semestre de 2001

La consommation devrait accélérer très fortement au premier semestre de 2001 et retrouver un rythme annuel de l'ordre de 3,5%. Dans un contexte de créations d'emplois toujours dynamiques, le pouvoir d'achat du revenu serait en outre soutenu par la baisse des prélèvements obligatoires et la modération de l'inflation. Alimentées par ce revenu, les dépenses de consommation bénéficieraient également d'un climat de confiance toujours très favorablement orienté. Les enquêtes de conjoncture au début de 2001 soulignent en effet la très bonne tenue des anticipations des ménages tant sur leurs perspectives d'évolution du niveau de vie que sur leurs projets de dépenses.

Les dépenses en produits manufacturés enregistrées en début d'année attestent de cette accélération. Les achats d'automobiles, sans doute perturbés au second semestre de 2000 par la suppression du millésime automobile, se sont nettement redressés au début de 2001. La consommation en textile et habillement, déprimée jusqu'à l'hiver, a rebondi à la fin de 2000 et devrait rester bien orientée au premier semestre. La consommation en services resterait également soutenue, toujours stimulée par la diffusion des services de télécommunications et la baisse ininterrompue des prix de ce secteur.

La progression des dépenses alimentaires, très modérée en 2000 (+0,2% en moyenne annuelle), reprendrait un peu de vigueur mais serait freinée par les craintes suscitées par les crises de l'ESB et de la fièvre aphteuse. De même, les dépenses en produits énergétiques ne bénéficieraient que progressivement de la baisse des prix des combustibles, compte-tenu de la douceur de l'hiver.

Avec un rythme annualisé supérieur à 3%, les dépenses de consommation des ménages s'inscriraient à peu près en ligne avec la progression du rythme sous-jacent du revenu. Le taux d'épargne se maintiendrait donc à un niveau élevé au premier semestre (+16,4%), un peu supérieur même à son niveau de 2000 (+16,2%). Cette bonne tenue de l'épargne est habituelle en phase d'accélération du revenu. ■



Note de lecture :
La hausse ponctuelle du taux d'épargne au 4ème trimestre de 2000 est imputable à la concentration sur ce trimestre de la majorité des allègements d'impôts de l'année.

(1) Télévision, HIFI, vidéo, téléphonie et ordinateurs.
(2) Dans le système de Comptabilité Nationale, la consommation totale est celle des résidents. Elle doit donc exclure les dépenses des touristes étrangers sur le territoire et inclure celles des touristes français à l'étranger.

TAUX D'ÉPARGNE

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.			
Taux d'épargne	16,2	15,4	15,7	16,7	16,4	15,7	15,8	16,2
Taux d'épargne financière	7,2	6,4	6,8	7,8	7,6	7,2	6,8	7,3

■ Prévision

Investissement

En 2000, l'investissement a continué de faire preuve d'un grand dynamisme. Au second semestre, l'augmentation des dépenses d'équipement, de plus de 12% en rythme annualisé, a été comparable aux très fortes progressions enregistrées à la fin des années 1980. Cette accélération résulte du dynamisme de la demande des deux dernières années, qui a induit des tensions sur l'appareil productif, ainsi que de la confiance des entreprises dans les perspectives de court terme de débouchés. En ce début d'année, les besoins d'extension ou de renouvellement des équipements demeurent importants. La stabilisation au plus haut niveau des taux d'utilisation des capacités dans l'industrie en témoigne.

Dans ces conditions, la vigueur de l'investissement ne devrait pas se démentir à court terme, avec une progression sur un rythme annualisé de l'ordre de à 8% au premier semestre de 2001. Cette nouvelle progression des dépenses d'équipement est en particulier annoncée par les industriels dans la dernière enquête investissement.

L'investissement pourrait en outre être dynamisé par une nouvelle vague d'organisation et d'équipement liée au passage à l'euro. La première avait concerné essentiellement les grandes ou très grandes entreprises, à partir de la mi-1998. Cette nouvelle vague pourrait entraîner une accélération des dépenses en informatique, déjà perceptible en fin d'année 2000, qui viendrait gonfler les dépenses d'investissement en services.

Cette bonne résistance de l'investissement, comme lors du ralentissement de l'hiver 1998-1999, témoigne au premier chef d'une relative confiance des chefs d'entreprise quant à leurs débouchés. Elle résulte aussi de conditions de financement jugées plutôt favorables.

La vigueur de l'investissement ne se dément pas en 2000

L'investissement a fortement accéléré au second semestre de 2000 avec un rythme de progression de plus de 12%. Les dépenses en biens d'équipement ont été plus dynamiques encore. De même, l'investissement en construction, bâtiments industriels, locaux à usage de bureaux ou surfaces commerciales, a connu une progression remarquable.

L'industrie a été confrontée à une montée progressive des tensions au cours de l'année 2000. Les jugements des industriels sur les goulots de production et sur les capacités de production ont atteint des niveaux historiquement élevés et ne se sont stabilisés que récemment. L'accélération des dépenses d'investissement dans le secteur des biens d'équipement lui-même traduit bien la vigueur et l'étendue du cycle d'investissement en cours. L'accélération touche désormais des branches qui, comme les industries mécaniques, étaient jusque là restées en retrait.

INVESTISSEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1996	1997	1998	1999	2000
Par secteur d'activité ⁽¹⁾					
Agriculture (8%)	8,7	4,6	0,8	0,0	0,0
Industrie (35%)	8,9	3,9	4,1	5,0	8,0
dont industrie manufacturière	11,7	5,6	9,5	7,0	11,0
Construction (2%)	-11,1	-2,6	3,1	6,0	6,0
Tertiaire (55%)	-5,7	-1,5	11,4	9,7	7,7
Ensemble des SNFEI	-0,9	0,5	8,1	7,7	7,2
Par produit					
Produits manufacturés	2,1	2,8	11,8	9,1	7,8
Bâtiment et travaux publics	-8,7	-7,7	-0,5	5,3	6,8

■ Prévisions

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1997.

L'investissement en "services", incluant notamment les prestations des sociétés d'ingénierie et d'informatique, a retrouvé en fin d'année 2000 un rythme plus soutenu, proche de celui observé au second semestre de 1999, après un premier semestre marqué par le contrecoup de la préparation du passage à l'an 2000.

Au total, au troisième comme au quatrième trimestres de 2000, l'investissement des entreprises a contribué pour près de la moitié de la croissance trimestrielle du PIB.

Un rythme d'investissement toujours soutenu au premier semestre de 2001

Au premier semestre de 2001, dans l'industrie, la progression des dépenses d'équipement serait encore très soutenue. Ce serait le cas, non seulement dans le secteur des biens d'équipement, puisque la demande reste forte, mais aussi dans la branche des biens de consommation, traduisant une relative confiance des industriels de ce secteur sur les perspectives de demande. En revanche, la progression de l'investissement devrait se modérer dans l'automobile, après une année 2000 exceptionnelle, ainsi que dans les biens intermédiaires, dont l'activité est en phase de ralentissement plus marqué.

Au total, compte tenu des perspectives affichées par les industriels dans la dernière enquête investissement (+9% en valeur en 2001), le rythme de progression de l'investissement au premier semestre devrait rester soutenu. Un léger effet de contrecoup, dû au niveau exceptionnellement élevé des livraisons d'avions en fin d'année 2000, pourrait infléchir la progression de l'investissement en produits manufacturés au premier trimestre, mais il ne remet pas en cause le dynamisme de la tendance.

L'investissement en biens d'équipement professionnels et en matériel de transport resterait très important. L'investissement en BTP pourrait marquer un peu le pas, après les niveaux record atteints en 2000.

On assisterait en outre en ce début d'année à une nette accélération de l'investissement informatique, suggérée en particulier par les excellentes perspectives d'activité affichées par le secteur des services aux entreprises.

Dans ces conditions, au premier semestre de 2001, l'investissement de l'ensemble des entreprises continuerait de progresser à un rythme très soutenu, proche de 8% en rythme annualisé, et sa contribution à la croissance trimestrielle du PIB pourrait atteindre de 0,2 à 0,3 point, aux premier et deuxième trimestres.

Stabilité des conditions de financement

Ces perspectives favorables, si elles se réalisent, confirmeront, comme lors du ralentissement de l'hiver 1998-1999, la bonne résistance de l'investissement face à l'aléa conjoncturel actuel, provenant du ralentissement de l'activité mondiale. La confiance dans la solidité de la demande intérieure est certainement l'explication première de cette bonne tenue de l'investissement. En outre, les conditions de financement demeurent relativement favorables.

En effet, si l'on a assisté sur les derniers mois à une remontée modérée des taux de crédit offerts aux entreprises ainsi qu'à une légère progression des difficultés de trésorerie, les capacités d'autofinancement demeurent satisfaisantes. La perspective de stabilité des taux voire même celle d'une légère dégrue constitue également une condition favorable aux prises de décision d'investissement par les chefs d'entreprise. ■

Stocks

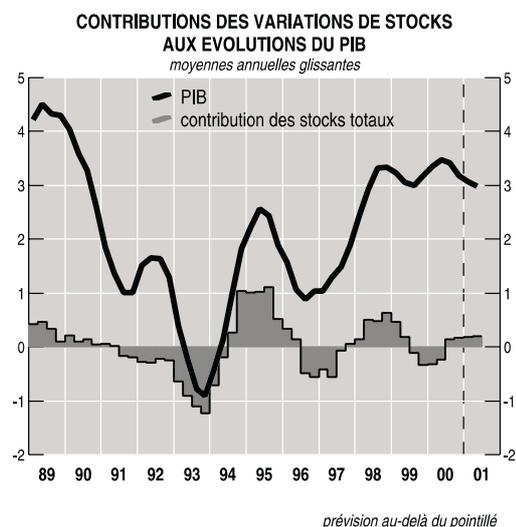
En 2000, la contribution des stocks à la croissance a été positive, à hauteur de 0,2 point. Cette contribution a été particulièrement forte pour les biens intermédiaires et les biens de consommation. Dans le bâtiment, on a également constaté un léger mouvement de reconstitution des stocks de logements à partir du milieu de l'année. Au premier semestre de 2001, les variations de stocks pourraient jouer un rôle légèrement restrictif. En effet, la reconstitution des stocks est en grande partie achevée, dans un contexte où les industriels anticipent un ralentissement modéré de la demande globale qui leur est adressée.

Contribution positive des stocks au second semestre de 2000

Entre le milieu de l'année 1999 et le premier trimestre de 2000, l'opinion des industriels sur le niveau des stocks de produits finis a fortement chuté, pour atteindre un niveau nettement inférieur à la moyenne de longue période. Dans un contexte où les perspectives de demande et de prix restaient jugées très favorables par les producteurs, elle s'est ensuite largement redressée, traduisant un mouvement de reconstitution des stocks favorable à la croissance.

Les stocks devraient légèrement peser sur la croissance du premier semestre de 2001

Au premier semestre de 2001, le contexte est moins favorable à l'accroissement des stocks. Il semble que leur reconstitution a déjà été largement réalisée. En outre, bien que se situant encore à un niveau très élevé, l'opinion des industriels sur leurs carnets de commande baisse, traduisant des perspectives de demande globale un peu moins favorables. Simultané-



ment, les perspectives de prix de vente commencent à s'infléchir. De ce fait, la contribution des stocks à la croissance serait légèrement négative au premier semestre de 2001.

De l'ensemble des produits industriels, ce sont les biens intermédiaires qui connaissent les cycles de stocks les plus prononcés. La conjoncture récente n'a pas manqué à cette règle. Ainsi, en 2000, les producteurs ont commencé à reconstituer leurs stocks de biens intermédiaires précocement, et les stocks ont contribué pour plus de deux points à la croissance de la production de la branche. A l'inverse, au début de 2001, les déterminants du comportement de stockage sont désormais défavorables. Les stocks de produits finis sont actuellement revenus à un niveau jugé normal. En outre, le cycle des biens intermédiaires, largement internationalisé, subit de plein fouet le ralentissement de l'activité mondiale. Ceci se traduit par un fléchissement des perspectives de demande et, depuis peu, également de prix.

CONTRIBUTION DES STOCKS À LA CROISSANCE

1997	1998	1999	2000		1998		1999		2000		2001
					1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
-4,0	46,7	19,0	33,9	Variations de stocks ⁽¹⁾ en Mds de F 1995	20,5	26,2	12,6	6,3	12,5	21,4	14,3
0,2	0,6	-0,3	0,2	Contribution des variations de stocks ⁽¹⁾ à l'évolution du PIB (en points)	0,6	0,1	-0,3	-0,1	0,1	0,2	-0,2

■ Prévision

(1) Variations de stocks de biens et services y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.

Les stocks de biens de consommation ont également fortement soutenu l'activité de la branche en 2000. Au premier semestre de 2001, les variations de stocks pourraient continuer de favoriser la croissance, en raison de la bonne orientation des prix et du maintien de la demande.

En 2000, la contribution des stocks à la croissance de la branche des biens d'équipement a été négative. Le dynamisme de l'investissement et les contraintes pesant sur l'appareil productif semblent avoir contraint les producteurs de biens d'équipement à puiser dans leurs stocks. Leur opinion sur le niveau de ces derniers reste très en deçà de son niveau moyen et n'a pas connu de remontée franche au second semestre. De plus, les prix de vente demeurent orientés à la hausse et le ralentissement de la demande paraît limité. Un mouvement de reconstitution des stocks pourrait donc soutenir la croissance de cette branche au premier semestre de 2001.

Pour la seconde année consécutive, les variations de stocks ont fortement pesé sur la croissance de la production d'énergie en 2000. La hausse des prix a sans doute incité les utilisateurs à puiser dans leurs stocks. Le repli du prix du pétrole en décembre 2000 et sa stabilisation d'ici le printemps devraient à présent faire disparaître ce phénomène.

Poursuite du restockage dans la construction

Depuis le début de 2000, les stocks de bâtiments se reconstituent légèrement, après huit années de baisse continue. Le niveau élevé des mises en chantier et le léger repli des ventes sont à l'origine de ce mouvement, qui devrait se poursuivre au premier semestre de 2001. ■

Production

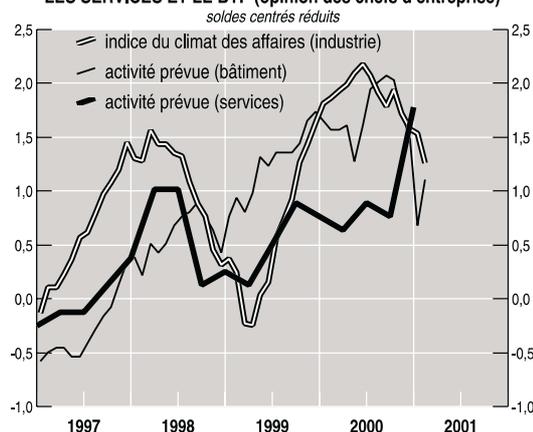
En 2000, la production de l'ensemble des branches a progressé de 3,5%. Malgré une inflexion du moral des industriels depuis le second semestre de l'année 2000, la production manufacturière a progressé de 4,4%, grâce à un environnement international encore très porteur. Durant le second semestre de 2000, la croissance a été particulièrement forte dans les services aux entreprises.

Au début de l'année 2001, malgré la dégradation de l'environnement international, la production ralentirait peu, s'inscrivant sur un rythme annualisé de l'ordre de 3%. Le rebond de la consommation des ménages et le maintien d'un investissement dynamique soutiendraient en effet l'activité dans l'industrie manufacturière, les services et le commerce. En revanche, l'activité ralentirait sensiblement dans la construction, après deux années de croissance exceptionnelle.

Soutien de la production manufacturière par la demande intérieure en 2001

En 2000, portée par un environnement international très favorable, l'activité dans l'industrie manufacturière a été très dynamique. Le quatrième trimestre a été particulièrement soutenu, du fait de l'accélération des exportations et du redressement de la demande des ménages. Au premier semestre de 2001, la production manufacturière devrait demeurer bien orientée sur un rythme annualisé de l'ordre de 3,5%. Mais dans un contexte de dégradation de la conjoncture internationale, les exportations ralentiraient, si bien que c'est l'accélération de la demande intérieure qui assurerait la vigueur de l'activité.

ACTIVITE PREVUE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE
LES SERVICES ET LE BTP (opinion des chefs d'entreprise)



En 2000, le secteur de l'automobile a une nouvelle fois enregistré le plus fort taux de croissance de l'industrie manufacturière en moyenne annuelle. Cependant, après un premier semestre très vigoureux, la suppression en juillet dernier de la règle de changement du millésime, ainsi que le poids du prélèvement pétrolier, ont provoqué une baisse des achats d'automobiles en seconde partie d'année. Le début de 2001 est marqué par une reprise, qui devrait se confirmer au cours des prochains mois et permettre de soutenir la production.

Le secteur des biens d'équipement a connu en 2000 une croissance très soutenue qui devrait se poursuivre au premier semestre de 2001 compte tenu de la vigueur de l'investissement. Les industriels de ce secteur continuent à faire état de carnets de commande particulièrement étoffés.

PRODUCTION PRINCIPALEMENT MARCHANDE PAR BRANCHE

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Agro-alimentaire	0,7	1,6	-0,6	0,3	0,3	1,2	2,2	-0,2	1,6	1,6	0,7
Énergie	-0,7	2,0	-0,5	0,9	0,8	3,0	1,3	0,5	2,4	0,9	1,7
Produits manufacturés	1,9	2,9	1,9	1,8	1,7	3,5	4,8	3,7	6,0	3,3	4,4
Construction	2,9	1,7	3,2	2,7	0,7	3,1	4,6	6,0	1,4	5,2	5,2
Commerce - Transports	2,1	3,0	1,5	1,7	2,1	3,3	5,1	3,2	4,6	4,1	3,9
Services marchands	1,9	2,3	2,0	2,8	1,9	4,3	4,3	4,9	4,5	4,0	4,5
Services financiers	1,3	1,9	1,5	1,9	1,3	1,8	3,3	3,4	1,3	3,0	3,3
Total	1,7	2,2	1,5	1,8	1,4	2,9	4,0	3,3	3,6	3,3	3,5

■ Prévission

Le dynamisme de la branche des biens intermédiaires en moyenne sur 2000 s'explique par la vigueur des exportations et de la demande intérieure. Néanmoins, la progression en moyenne annuelle cache une décélération à partir du second semestre, qui se prolongerait au début de 2001. Cette branche, dont le cycle d'activité est traditionnellement très internationalisé, subirait le net ralentissement de l'activité mondiale.

Dans la branche des biens de consommation, l'évolution de la production a été heurtée en 2000. Au quatrième trimestre, elle a bénéficié d'une hausse exceptionnelle des exportations. Ce secteur devrait profiter d'une accélération de la consommation des ménages au premier semestre de 2001.

Croissance vigoureuse dans les services

L'activité a été très soutenue dans les services en 2000 : en moyenne annuelle, la croissance en volume a atteint 4,5% dans les services marchands hors services financiers et transports, et 3,3% dans les services financiers. Les services ont été dynamiques tout au long de l'année, avec une accélération au quatrième trimestre. Selon la dernière enquête d'opinion, l'activité serait forte dans toutes les catégories de services au premier semestre de 2001. En particulier, les services aux ménages profiteraient du rebond de la consommation.

Léger ralentissement attendu dans les transports

L'activité dans les transports est restée globalement soutenue en 2000 (+4,2% en moyenne annuelle), malgré un ralentissement prononcé dans les transports routiers de marchandises en début d'année. L'activité des transports de voyageurs a en revanche été très vigoureuse. Le transport ferroviaire a bénéficié d'un report du trafic routier, du fait de l'augmentation des prix du carburant. Au premier semestre de 2001, la croissance des transports devrait légèrement ralentir. D'une part, les transporteurs routiers s'attendent à une décélération de leur activité, du fait du léger ralentissement industriel et du moindre dynamisme des échanges extérieurs. D'autre part, le transport ferroviaire de voyageurs pourrait pâtir du recul récent du prix du carburant.

Reprise dans le commerce de détail et ralentissement dans le commerce de gros

La conjoncture dans le commerce de gros s'est infléchi depuis le début du second semestre de 2000. L'opinion sur les exportations et les importations continue de fléchir début 2001, attestant du ralentissement de l'activité internationale, pesant en particulier sur les flux d'échanges industriels en biens intermédiaires. Moins favorables depuis six mois,

les perspectives générales d'activité se stabilisent toutefois dans la plupart des secteurs du commerce de gros à des niveaux relativement élevés.

Après avoir ralenti en 2000, les ventes du commerce de détail repartiraient à la hausse en 2001, en ligne avec l'accélération de la consommation. On observe toutefois un fléchissement des commandes au premier trimestre de 2001 dans le commerce non spécialisé à prédominance alimentaire. Au total, le niveau très élevé atteint par les perspectives générales d'activité laisse présager une activité très bien orientée au premier semestre de 2001.

Ralentissement de la production du BTP en 2001

En 2000, le dynamisme de l'activité dans le bâtiment (croissance annuelle de 5,2%) s'est situé dans la ligne des performances de l'année précédente. Dans ce contexte, les tensions sur l'appareil productif, en particulier les difficultés de recrutement dans ce secteur, ont continué de s'accroître, dépassant désormais en intensité celles observées à la fin des années quatre-vingt. Après être restées soutenues en 2000, les mises en chantier de logements et de bâtiments non résidentiels devraient cependant s'infléchir légèrement au début de 2001. De même, l'activité dans l'entretien et amélioration, qui s'était accélérée en 2000 du fait des travaux de réparation consécutifs aux tempêtes de la fin 1999, devrait marquer le pas. Au total, la production du bâtiment décélérerait au premier semestre de 2001.

L'activité du secteur des travaux publics a été particulièrement vigoureuse au second semestre de 2000, en raison notamment de la perspective des élections municipales. A l'inverse, le premier semestre de 2001 devrait être marqué par un ralentissement des commandes émanant des collectivités locales. Malgré un soutien du secteur privé, l'activité des travaux publics devrait donc nettement décélérer au premier semestre de 2001.

Légère accélération de la production d'énergie

La production d'énergie a été soutenue en 2000, tirée par la production d'électricité (3%) ; celle de produits raffinés s'est inscrite en légère diminution.

Au premier semestre de l'année 2001, la production d'énergie progresserait légèrement, en raison d'une demande plus dynamique liée à la baisse des prix des carburants.

Dynamisme modéré dans la production agricole

En 2000, la production céréalière a progressé de 2,8%. Elle diminuerait en 2001 en raison de conditions climatiques moins favorables. De son côté, la production bovine a augmenté de 2,0%. Les abattages de gros bovins, soutenus en début d'année, ont chuté à partir de mi-octobre du fait de l'effondrement de la demande. La mise en place du dispositif de retrait-destruction début 2001 devrait permettre de résorber une partie des stocks excédentaires de viandes bovines au cours du premier semestre. La

production ovine devrait être affectée par l'épizootie de fièvre aphteuse et diminuer en 2001. La production porcine devrait pour sa part se stabiliser.

En 2000, la production des industries agro-alimentaires a progressé de 0,9%. La production a nettement ralenti en fin d'année du fait de la crise de l'ESB. Dans un contexte toujours incertain, et affecté notamment par les restrictions au commerce international, l'activité des industries agro-alimentaires devrait rester modérée au premier semestre de 2001, sur un rythme annuel de l'ordre de 0,8%. ■

Résultats des entreprises

Sur l'année 2000, les prix de production des entreprises non-financières sont restés modérés en comparaison de la hausse du coût des consommations intermédiaires. Le taux de marge a globalement progressé de 0,1 point, mais a baissé de 0,5 point en excluant la branche énergie. Les entreprises n'ont donc pas répercuté la totalité de la hausse de ces coûts dans leurs prix de production, à l'exception de celles qui sont les plus dépendantes des matières premières. En moyenne annuelle sur 2000, les prix de production hors énergie ont augmenté de +1,8%.

Au début de 2001, le taux de marge des entreprises devrait légèrement progresser sous l'effet d'une reprise modérée de la productivité et d'un ralentissement des coûts des consommations intermédiaires.

Des prix modérés dans les branches en aval de la production

En 2000, les prix de production de l'ensemble des entreprises ont augmenté de 2,7% en moyenne annuelle. Cette hausse est surtout liée aux branches les plus dépendantes des matières premières qui ont répercuté la hausse des coûts, en particulier l'énergie et la construction, où les prix ont respectivement augmenté de 23,4% et 3,7%. Dans l'industrie manufacturière, les prix n'ont crû que de 1,3% en moyenne annuelle. Ils ont même diminué de 0,4% si l'on exclut l'ensemble de la branche des biens intermédiaires.

Le coût unitaire des consommations intermédiaires a moins pesé sur les entreprises au deuxième semestre de 2000. Il a décéléré, atteignant +1,8% en glissement semestriel, après +2,7% au premier semestre. Au premier semestre de 2001, la baisse du prix du

pétrole et la remontée de l'euro favoriseraient un relâchement des tensions sur le coût unitaire des consommations intermédiaires qui progresserait de +0,4% en glissement.

En raison de la répercussion de la hausse des coûts des consommations intermédiaires qui a eu lieu au cours de l'année passée, les prix de production de l'industrie manufacturière devraient continuer de progresser début 2001 sur un rythme comparable à celui du second semestre de 2000. Les prix de production de l'ensemble des entreprises non-financières ralentiraient sur une pente annualisée de +1,1%.

Le taux de marge des entreprises non-financières se redresse

En dépit de cette hausse du coût des consommations intermédiaires, le taux de marge de l'ensemble des entreprises a légèrement augmenté en 2000. En effet, les salaires nominaux sont restés modérés, les entreprises ayant bénéficié des réductions de charge dues à la mise en place de la RTT. La contribution de la productivité à l'amélioration du taux de marge est restée faible en 2000 (+0,4 point après +0,6 en 1999). Le taux de marge des entreprises a diminué de 0,5 point sur l'année 2000, du fait de la moindre augmentation des prix de production pour ces entreprises.

Le taux de marge se serait raffermi à partir du quatrième trimestre de 2000 pour se stabiliser par la suite, en liaison avec l'évolution de la productivité et la décélération des coûts des consommations intermédiaires. La modération des salaires nominaux viendrait renforcer ce mouvement. ■

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES ENF

(évolution en %)

	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1999		2000		2001	1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.						
Coût des consommations intermédiaires	0,3	2,0	2,7	1,8	0,4	-1,8	2,3	4,6	-0,9	0,3	4,6
Coût salarial unitaire	0,3	-0,2	0,6	0,7	0,6	0,8	0,0	1,3	-0,6	0,7	0,8
Salaire (+)	0,8	0,9	0,9	1,1	1,1	1,6	1,7	2,0	1,8	1,6	1,9
Productivité (-)	0,4	1,1	-0,3	0,3	0,1	1,2	1,6	0,1	2,4	1,0	0,6
Cotisations sociales employeurs (+)	-0,1	0,0	-0,5	-0,1	-0,4	0,4	-0,1	-0,6	-0,1	0,1	-0,5
Coût unitaire total	0,2	1,1	2,0	1,4	0,4	-0,9	1,3	3,3	-0,8	0,3	3,1
Prix de production	0,0	1,0	1,7	1,2	0,5	-1,0	1,1	2,9	-0,5	0,0	2,7

■ Prévission